

Issa YOUNOUSSI

Avec la collaboration de

Mohamed Moussa

Les opérations de transferts  
monétaires dans la commune de  
Loga (région de Dosso)

Logiques des opérateurs, logiques locales et  
diversité d'acteurs



# Table des matières

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	6
Eléments de méthodologie .....	6
Les difficultés rencontrées .....	8
<b>Le contexte et les acteurs du cash transfer à Loga</b> .....	9
<i>Le contexte</i> .....	9
<i>Les acteurs du cash transfer à Loga</i> .....	9
Les opérateurs du cash transfer.....	9
Les acteurs de l'Etat local.....	10
Les services communaux.....	10
Les acteurs communautaires .....	10
<b>Le dispositif du cash transfer à Loga</b> .....	11
<i>La création de comités</i> .....	11
Le comité communal.....	11
Les comités de quartiers et de villages .....	12
<i>Rôle et moyens de fonctionnement des comités</i> .....	13
Le comité communal.....	13
Les comités villageois.....	14
<i>L'identification des bénéficiaires</i> .....	14
L'établissement des listes .....	15
La confection et la distribution des cartes.....	15
<b>Les distributions de l'argent</b> .....	17
<i>Les principaux acteurs</i> .....	17
L'ONG « Kaydia ».....	17
Capital finance .....	17
Le PAM .....	17
Les comités villageois et de quartiers .....	17
Les chefs de villages et de quartiers .....	17
Les agents de forces de défense et de sécurité .....	17
Les centres et équipes de distributions .....	18
<i>Les sommes distribuées</i> .....	18
<i>Les faiblesses observées dans le processus</i> .....	18
<b>Les utilisations de l'argent du cash transfer</b> .....	21

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

<i>L'achat des vivres.....</i>	<i>21</i>
<i>Le paiement de frais de transport.....</i>	<i>21</i>
<i>La prise en charge des soins de santé.....</i>	<i>22</i>
<i>Le paiement de dettes.....</i>	<i>22</i>
<i>Le paiement de dot.....</i>	<i>22</i>
<i>Le paiement d'impôt.....</i>	<i>23</i>
<i>L'achat d'engrais.....</i>	<i>23</i>
<i>Les mutualisations.....</i>	<i>23</i>
<i>Les mutualisations dans le village de Fonikoira.....</i>	<i>24</i>
<i>Les mutualisations dans le village de Danbazi.....</i>	<i>24</i>
<i>Les mutualisations dans le quartier Alfagey de Loga.....</i>	<i>24</i>
<i>Les redistributions.....</i>	<i>26</i>
<b>Les effets induits par les distributions de l'argent du cash dans les villages.....</b>	<b>29</b>
<i>La dotation des paysans en vivres.....</i>	<i>29</i>
<i>La fixation des populations pour les travaux champêtres.....</i>	<i>29</i>
<i>La fréquentation des classes par les élèves.....</i>	<i>30</i>
<i>Le fonctionnement des banques céréalières (BC).....</i>	<i>31</i>
<i>Le commerce local.....</i>	<i>31</i>
<i>Les conflits au sein des ménages.....</i>	<i>31</i>
<i>Les conflits entre époux.....</i>	<i>31</i>
<i>Les conflits entre coépouses.....</i>	<i>32</i>
<i>Les conflits entre les habitants d'un quartier ou un village.....</i>	<i>32</i>
<i>Le conflit du quartier Loga Alfaguey.....</i>	<i>32</i>
<i>Le conflit du quartier Loga Tombo.....</i>	<i>33</i>
<b>Sémiologie populaire et perceptions locales autour du cash.....</b>	<b>34</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>35</b>

# Les opérations de transferts monétaires dans la commune de Loga (région de Dosso )

*Issa Younoussi*

## ***Introduction***

Ce rapport est consacré à l'étude des opérations de transferts monétaires ou cash transfers (CT) financées par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans la commune de Loga. Il se donne pour objectifs de décrire le déroulement de ces opérations au plus près des récits et discours des acteurs locaux.

## **Eléments de méthodologie**

La collecte des données qui ont servi à la rédaction de ce rapport a touché le chef-lieu de la commune<sup>1</sup> et cinq villages<sup>2</sup>. Les enquêtes se sont étalées sur un mois (du 12 janvier au 10 février 2013) et sont basées essentiellement sur des entretiens et des études de cas<sup>3</sup>. Les entretiens se sont appuyés sur un canevas visant à recueillir des informations sur le dispositif des opérations de transferts monétaires et son fonctionnement, sur les sommes d'argent transférées et les usages auxquels elles ont été affectées, sur l'impact des distributions d'argent sur les rapports de pouvoirs et sur les mécanismes locaux de solidarité et d'entraide, etc.

Le choix des groupes stratégiques s'est basé sur les indicateurs élaborés lors des séances de travail collectif organisés au LASDEL et auxquelles ont pris part tous

---

<sup>1</sup> Le chef-lieu de commune s'appelle Loga. Il comprend huit quartiers.

<sup>2</sup> Les villages enquêtés sont Badardey, Waly Koira, Tcharanga, Foni Koira et Danbazi

<sup>3</sup> Le séjour de l'équipe sur le terrain n'ayant pas coïncidé avec le déroulement des opérations de distributions d'argent, il n'a pas été possible de recourir à l'observation comme outil important dans la collecte de données qualitatives

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

les membres de l'équipe impliqués dans le programme<sup>4</sup>. Ces indicateurs ont été ensuite affinés par les données collectées lors de l'enquête ECRIS<sup>5</sup> qui s'est déroulée à Simiri<sup>6</sup> et à laquelle une dizaine de participants a pris part. La collecte des données ayant servi à la rédaction de ce rapport a mobilisé un chercheur du LASDEL et un assistant de niveau maîtrise en sociologie.

Le rapport est basé sur plus de cent entretiens semi-directifs et des études de cas effectués en grande partie à Loga. Des entretiens complémentaires ont été menés à Niamey et Dosso auprès des agents de différentes institutions telles que le PAM, l'ONG « Kaydia », l'IMF Capital finance et la Croix Rouge nigérienne.

Tableau 1 : Récapitulatif des entretiens par groupes stratégiques

Groupes stratégiques	Total
Membres de comités (comité communal, comités de quartiers et comités de villages)	30
Agents d'ONG et d'organisations internationales (PAM, Croix rouge, animatrices ONGs)	8
Agents de la mairie (maire, vice maires, conseillers)	5
Autorités administratives et agents des services de l'Etat (Préfet, services du plan, de l'éducation, de l'agriculture, de l'élevage)	15
Commerçants vendeurs de céréales et de condiments	3
Membres de comités de BC	3
Chefs traditionnels (chefs de quartiers, de villages, de canton)	14
Bénéficiaires des distributions d'argent	30
Non bénéficiaires	25
Total	133

---

4 Le programme concerne cinq sites répartis au niveau des régions de Tillabéry, Zinder, Tahoua, et Maradi. Les enquêtes au niveau de chaque sites sont conduites par un chercheur appuyé par un assistant

5 L'ECRIS a duré trois jours et a mobilisé trois chercheurs du LASDEL, deux doctorants qui préparent leur thèse sur la sécurité alimentaire, et six étudiants de l'université Abdou Moumouni de Niamey qui s'initient à l'enquête collective

6 Simiri est le chef-lieu de la commune de même nom, elle est située dans le département de Ouallam (région de Tillabéry), à une soixantaine de km de Niamey, elle est l'un des sites retenus pour faire l'objet d'enquêtes individuelles

### Les difficultés rencontrées

La principale difficulté est relative à la méfiance de certaines personnes vis-à-vis de l'enquête. Cette méfiance résulte de la nature du sujet lui-même qui traite des questions d'argent. Les questions d'argent, on le sait, sont souvent l'objet de méfiance et soupçons entre les membres des communautés. Ainsi, nous avons enregistré au cours de l'enquête des cas de refus de réponses qui ne nous ont pas permis de documenter des exemples de conflits ayant opposés entre eux des époux ou des membres de ménages au sein des communautés. A cet égard, cette expression locale en zarma visant à garder parfois le silence autour du sujet est assez illustrative : « *bor si ni fu gunda kuna senni ka tarey ni jow jine* », on ne dévoile pas le secret de la famille en présence de l'étranger ».

Le rapport portera sur six points :

1. Le contexte et les acteurs du cash transfer
2. Le dispositif du cash transfer
3. Les distributions de l'argent
4. Les utilisations de l'argent
5. L'impact ou les effets des distributions d'argent sur les populations
6. Sémiologie populaire et perceptions locales autour du cash transfer



## Le contexte et les acteurs du cash transfer à Loga

### *Le contexte*

Ces dernières années, le Niger, à l'instar d'autres pays sahéliens, a fait face à des crises alimentaires cycliques. En 2011, suite au déficit pluviométrique important ayant occasionné de mauvaises récoltes sur une grande partie du territoire, et à la hausse des prix des céréales sur les marchés qui a eu pour effet d'aggraver la situation alimentaire des populations, le pays a enregistré une nouvelle crise alimentaire qui a affecté les populations dans différentes zones du pays.

C'est en réponse à ces crises alimentaires à répétition que l'Etat du Niger et les bailleurs de fonds ont initié en 2012 diverses formes d'aides d'urgence. Suivant les localités, les aides d'urgence, apportées par les opérateurs les plus variés, ont porté notamment sur les distributions gratuites ciblées de vivres, les bons d'achat et/ou les opérations de transferts monétaires.

En 2011, suite aux mauvais résultats de la campagne agricole de 2010, la commune de Loga a été ciblée par le Système d'Alerte Précoce (SAP) parmi les localités les plus touchées par la crise alimentaire. Elle a bénéficié en 2012, à l'instar de nombreuses autres localités du pays, de mesures d'urgences basées sur des opérations de transferts monétaires massifs en direction des populations vulnérables.

### *Les acteurs du cash transfer à Loga*

La mise en œuvre du cash transfer à Loga a mobilisé une diversité d'acteurs. Pour les besoins de l'analyse, nous les regrouperons en quatre catégories : les opérateurs du cash transfer, les acteurs de l'Etat, les acteurs de l'Etat local, et les acteurs communautaires.

### **Les opérateurs du cash transfer**

Trois structures retiennent l'attention. Il s'agit du PAM, de l'ONG « Kaydia » et de l'IMF Capital finance.

- ✓ *Le PAM ou Programme Alimentaire Mondial* : Il est le bailleur de fonds du cash transfer dans cette commune. Mais le PAM n'est pas intervenue lui-même sur le terrain. Il a confié le travail à deux structures : l'ONG « Kaydia » et Capital finance.
- ✓ *L'ONG « Kaydia »* : c'est une ONG nationale créée en 1991. Kaydia signifie en zarma hivernage. L'ONG intervient dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la restauration de l'environnement. Elle a débuté ses

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

activités en 2010 dans la commune de Loga, à travers le Food for Work et le Cash for Work. Dans le cadre des activités du cash transfer qu'elle a exécutées en 2012 dans la commune, elle a signé un contrat avec le PAM. C'est à ce titre, qu'elle apparaît comme un acteur clé du dispositif du cash sur ce site.

- ✓ *Capital finance* : C'est une institution spécialisée dans la micro-finance. Elle a son siège à Niamey. Elle dispose d'antennes dans d'autres localités. Dans le cadre du cash transfert à Loga, elle a signé un contrat avec le PAM pour la mise en œuvre des distributions d'argent aux bénéficiaires. Elle s'est appuyée sur son antenne de Dosso pour la conduite des activités.

### **Les acteurs de l'Etat local**

Il s'agit des agents des services techniques déconcentrés de l'Etat. Ils interviennent dans divers secteurs d'activités, comme la santé, l'éducation, l'hydraulique, l'élevage, l'environnement. A Loga, comme dans les autres chefs-lieux de département, la tutelle administrative des services techniques est assurée par le préfet à qui les partenaires doivent s'adresser pour la mise à disposition d'agents de ces services.

### **Les services communaux**

Dans le cadre du cash transfer à Loga, les agents des services communaux comme par exemple le Secrétaire Général (SG) de la mairie, l'agent d'état civil et le receveur municipal ont pas pris part aux activités. En outre, la participation de la commune dans le comité communal s'est faite également à travers certains membres de l'exécutif communal (les vices maires) et les conseillers municipaux.

### **Les acteurs communautaires**

Dans cette catégorie d'acteurs, on trouve les représentants de la chefferie traditionnelle et les imams. La chefferie est présente dans les comités d'une part à travers le chef de canton ou son représentant (comité communal), et d'autre part à travers les chefs de quartiers et les chefs de villages ou leurs représentants (comités de quartiers et de villages). En outre, à Loga, la composition des comités prend en compte des leaders religieux, les imams en particulier.

## Le dispositif du cash transfer à Loga

A Loga, comme dans la plupart des autres localités du pays ayant bénéficiées du cash transfer, le dispositif mis en place repose sur le ciblage. Le ciblage des bénéficiaires s'articule autour de trois axes majeurs : la création de comités, le choix des bénéficiaires et l'établissement des cartes.

### *La création de comités*

Deux types de comités ont été créés : un comité communal et des comités de quartiers et de villages.

### **Le comité communal**

Le comité communal regroupe plusieurs acteurs appartenant à diverses structures. Le tableau suivant précise le nom des structures, le nombre de personnes par structure et la qualité des membres au sein des structures.

Tableau 2- Structures membres du comité et nombre de personnes par structure

Structures membres du comité	Nombre de personnes par structure	Qualité des membres au sein de la structure
Mairie	10	exécutif communal et conseillers municipaux
Chefferie traditionnelle	10	chef de canton ou représentant, chefs de quartiers et de villages
Services techniques départementaux	10	agents des services du plan, de l'agriculture, de l'élevage, du génie rural, etc.
L'ONG « Kaydia »	10	animateurs et agents recrutées sur place

La composition du comité renseigne sur l'appartenance institutionnelle des membres. Quatre structures en font partie : la mairie, la chefferie traditionnelle, les services techniques déconcentrés de l'Etat et l'ONG « Kaydia ». Dans le comité, chaque structure est représentée par dix personnes. Ainsi, la mairie est représentée par certains membres de l'exécutif communal (les deux vices maires) et des conseillers municipaux, la chefferie à travers le chef de canton et les chefs des quartiers et des villages ou leurs représentants. Quant aux services techniques et l'ONG « Kaydia », ils y sont représentés par leurs agents. Les membres de l'ONG dans le comité sont constitués des animateurs et d'autres personnes

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

recrutées sur place pour y faire partie. C'est le cas de l'agent départemental du plan à qui l'ONG a eu recours pour complément d'effectif.

Le comité est présidé par un bureau composé de quatre personnes : le Secrétaire Général (SG) de la préfecture de Loga, qui représente le préfet qui est le point focal de la commission départementale de prévention et de gestion des crises alimentaires (PGCA), le président de l'ONG « Kaydia », le représentant du chef de canton et celui de la mairie. Le comité est scindé en dix équipes. Chaque équipe est composée de quatre personnes. La commune est divisée en autant de secteurs que d'équipes constituées. Un secteur regroupe plusieurs villages. Chaque équipe a sous sa responsabilité un secteur.

### **Les comités de quartiers et de villages**

Dans chaque quartier de la ville et dans chaque village administratif de la commune, il a été mis en place un comité. Le choix des membres des comités de quartiers et de village s'est déroulé en assemblées générales tenues sur la place publique ou devant le domicile des chefs de quartiers ou de villages. Concrètement, le choix des membres des comités villageois et de quartiers a connu plusieurs séquences.

Dans un premier temps, il s'est agi d'expliquer aux populations réunies en assemblées générales dans les quartiers et les villages les objectifs de la mission et les opérations de transferts d'argent.

Dans un second temps, on a procédé à la constitution de focus group. Ainsi, dans chaque quartier ou village, un focus group composé de quatre à cinq personnes a été constitué. L'objectif visé à travers la création des focus group est de permettre l'administration d'un questionnaire diagnostique destiné à recueillir des informations sur les ménages dans les quartiers et villages. Ceci a conduit à l'utilisation du HEA (household economic appraisal), à travers lequel les membres des focus group ont procédé à la définition de critères socio-économiques devant permettre la sélection des ménages vulnérables.

En troisième lieu, l'assemblée générale du quartier ou du village a procédé à la constitution des comités. Dans cette perspective, un bout de papier a été remis à chaque participant afin qu'il puisse noter le nom d'une personne de son choix pour faire partie du comité. Seul ou aidé<sup>7</sup> par un membre du comité communal, chaque participant a exprimé son choix. A l'issue du dépouillement des résultats, des comités ont été installés dans tous les quartiers de la ville de Loga et dans tous les villages administratifs de la commune. Comment ces comités sont-ils composés ?

---

<sup>7</sup> Nombreux sont en effet les participants aux assemblées générales qui ne savent ni lire ni écrire et qui étaient obligés pour formaliser leur choix sur le papier de recourir à l'assistance de ceux qui savent le faire, en l'occurrence les membres du comité communal qui président la séance

### *Composition des comités villageois*

Le nombre de membres n'est pas partout le même pour tous les comités. Il varie d'un comité à un autre ou d'un village à l'autre et prend en compte la taille de la population. Ainsi, on trouve des comités composés de cinq, sept ou neuf membres. Le nombre de membres devant constituer un comité a été suggéré par l'ONG

Les comités intègrent souvent en sein les chefs de quartiers et de villages ou leurs représentants, ainsi que les marabouts ou imams des mosquées. De même, à la demande de l'ONG, la composition des comités a pris en compte la participation des femmes.

### ***Rôle et moyens de fonctionnement des comités***

#### **Le comité communal**

Le rôle dévolu au comité communal s'articule autour des éléments suivants :

Organiser des assemblées générales dans les quartiers de la ville et les villages de la commune et diffuser l'information auprès des populations en lien avec les opérations de transferts monétaires,

administrer un questionnaire diagnostique en focus group destiné à recueillir des informations sur les conditions socioéconomiques des ménages et définir des critères de sélection les plus objectifs possibles permettant l'identification des personnes vulnérables auxquelles seront destinées les distributions d'argent dans les villages,

Mettre sur pieds des comités au niveau des quartiers de la ville et dans tous les villages administratifs de la commune qui seront chargés de mener l'identification des personnes vulnérables,

Centraliser les listes des bénéficiaires et les transmettre à l'ONG « Kaydia » qui sera ensuite chargée de l'établissement des cartes pour les distributions d'argent.

Pour l'accomplissement du travail, les membres du comité communal ont été pourvus en moyens de fonctionnement. Ainsi, l'ONG « Kaydia » a mis à disposition des motos et des véhicules pour le déplacement des équipes sur le terrain. En outre, les membres des équipes ont bénéficié de l'octroi de per-diem de la part de l'ONG. Le montant journalier du per-diem est de 10.000 FCFA par personne. La durée de travail effectué par les membres du comité communal varie d'une équipe à l'autre et est fonction du nombre de villages visités. Ainsi, il y a des équipes qui ont travaillé cinq jours et d'autres sept jours.

### **Les comités villageois**

Leur rôle consiste à sélectionner les ménages vulnérables sur la base des critères précédemment définis. Dans ce sens, ils ont la tâche de distinguer les personnes réellement vulnérables des autres.

Pour faire partie des comités de quartiers et de villages, il est exigé que les membres remplissent certains critères que sont entre autres le fait de savoir lire et écrire (pour le poste s'écritaire), le niveau d'objectivité reconnue, la connaissance de la réalité des quartiers et des villages, etc.

S'agissant des moyens de fonctionnement, à la différence du comité communal dont les membres ont bénéficié de per-diem, le travail des comités au niveau des quartiers et villages se caractérise par le bénévolat. Une situation qui n'a pas manqué d'engendrer des mécontentements de part et d'autre. En effet, nombreux sont les membres des comités (de quartiers et villages) qui estiment que le travail qu'ils ont abattu est plus important que celui effectué par les membres du comité communal, et que par conséquent ils doivent bénéficier de per-diem au même titre qu'eux. Un membre du comité de ciblage du quartier Wanzamkoira de Loga exprime l'avis largement partagé par les membres de comités dans les autres villages.

« On nous a demandé de sélectionner les personnes qui doivent bénéficier de l'argent. Ce n'est pas un travail facile. Mais malgré tout on l'a fait. On doit faire que les membres du comité ne sont pas parmi les bénéficiaires. On ne nous a rien donné pour le travail. Pourtant, on a appris qu'ils ont donné quelque chose aux membres du grand comité. Pourquoi alors ne pas nous donner aussi ? Surtout qu'on a travaillé plus qu'eux ». (Un membre du comité de ciblage de Wanzamkoira, quartier Loga).

« Je n'ais pas fait partie du comité de mon quartier. Mais je constate qu'ils ont beaucoup travaillé. Leur travail n'a pas été facile. Voilà pourquoi je pense qu'il faut leur donner quelque chose prochainement ». (Un chef de quartier de Loga).

### ***L'identification des bénéficiaires***

L'identification et la sélection des bénéficiaires du cash transfer dans les quartiers et villages de Loga ont été conduites par les comités mis en place à cet effet. C'est la méthode HEA qui a été utilisée. Elle consiste à répartir les ménages en quatre (4) catégories : A, B, C et D, sur la base des critères de vulnérabilité qui ont été élaborés collectivement en focus group. Ces différentes catégories correspondent respectivement aux personnes riches, aux personnes moyennement riches, aux personnes pauvres et aux personnes très pauvres. La catégorie D regroupant les plus vulnérables, il s'est alors agi pour les membres des comités de les identifier en priorité afin qu'ils puissent bénéficier des distributions d'argent. Sur cette base, les populations après avoir définies elles-mêmes les critères de vulnérabilité ont ensuite défini ce qu'elles entendent par personne vulnérable. Ainsi, une personne est dite vulnérable par opposition à une autre personne qui dispose de moyens et de la force pour pouvoir travailler et subvenir à ses besoins alimentaires. Suivant cette



définition, une personne vulnérable ne possède pas de biens matériels et d'animaux. De même, elle ne dispose pas de la force de travail nécessaire et n'a aucun soutien extérieur pour pouvoir subvenir à ses besoins alimentaires. C'est à partir de cette catégorisation que le ciblage organisé à Loga pour l'identification des personnes vulnérables a retenue les catégories de personnes suivantes : les personnes âgées sans appui, les veuves, les malades chroniques, les handicapés physiques ou mentaux, etc.

### **L'établissement des listes**

A Loga, avant l'établissement d'une liste définitive des bénéficiaires du cash transféré les noms ont été d'abord proclamés en assemblées générales. Cette proclamation des résultats du ciblage devant l'assemblée du quartier ou du village vise d'une part à apporter si nécessaires des corrections en cas d'omission ou d'erreur, et d'autre part, à donner une certaine forme de crédit au ciblage dans les villages et les quartiers à travers la caution populaire. Après cette phase, les listes de tous les quartiers et villages ont été centralisées par le comité communal, puis transmises à l'ONG. L'ONG s'est chargée de porter les résultats à la connaissance des autorités départementales et communales pour avoir leur caution. Le PAM a organisé à Dogondoutchi<sup>8</sup> un atelier de validation des résultats du ciblage auquel ont pris part l'ONG Kaydia et l'ONG ARIDEL. A l'issue de cet atelier, les membres du comité communal ont tenu à nouveau des assemblées générales dans les villages et les quartiers pour la communication des listes. L'objectif visé est de savoir si les listes établies reflètent réellement la situation des personnes sélectionnées vulnérables. Au cas contraire, les corrections nécessaires étaient apportées et les listes étaient retournées à l'ONG qui se chargeait d'établir la liste définitive. L'ONG procéda ensuite à la confection des cartes des bénéficiaires.

### **La confection et la distribution des cartes**

Après l'établissement de la liste définitive des bénéficiaires, des cartes ont été confectionnées par l'ONG. Au total, l'on dénombre pour l'ensemble de la commune 30.177 bénéficiaires des opérations de transferts monétaires répartis dans les différents quartiers de la ville et dans les villages administratifs de la commune. La carte de bénéficiaires offre des renseignements de types variés sur les détenteurs. Au recto, on peut lire, entre autres, des informations relatives au numéro de la carte, au nom de l'opérateur (PAM) qui a financé le cash, au site de distribution (quartier, village), au nom, à l'âge et au sexe du détenteur de la carte, ainsi que la taille du ménage. Au verso de la carte, un tableau en quatre colonnes récapitule les renseignements suivants : dans une première colonne, il y a le

---

<sup>8</sup> Dogondoutchi est le chef-lieu du département voisin situé à environ à une soixantaine de km de Loga

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

numéro identifiant la distribution (première, deuxième, troisième ou quatrième distribution). Une deuxième colonne précise la date à laquelle la distribution a eu lieu (juin, juillet, août ou septembre). La troisième colonne renseigne sur les montants distribués. Enfin la quatrième colonne permet d'apposer la signature ou l'empreinte digitale du bénéficiaire.

Une fois les cartes confectionnées, elles ont été distribuées aux bénéficiaires. Cette distribution s'est effectuée par le biais des membres du comité communal qui ont sillonné les différents villages et quartiers en vue de la remise des cartes aux propriétaires. Les membres des comités villageois et de quartiers ont servi de relais dans la distribution de ces cartes. Ainsi, les bénéficiaires absents lors du passage des membres du comité communal doivent se référer aux membres des comités dans les quartiers et villages en vue du retrait de leur carte.



## Les distributions de l'argent

Les distributions font ici référence à la remise de l'argent aux bénéficiaires. Le jour des distributions, les bénéficiaires sont généralement munis de leurs cartes. Tout comme le ciblage, les distributions d'argent à Loga ont mobilisé une pluralité d'acteurs aux fonctions tout aussi variées.

### *Les principaux acteurs*

#### **L'ONG « Kaydia »**

Elle est présente en tant que structure qui a conduit le ciblage ayant abouti à la sélection des ménages vulnérables. Elle participe à la supervision des opérations de distributions afin de s'assurer de leur bon déroulement.

#### **Capital finance**

Elle est chargée de mener les distributions de l'argent au niveau des différents centres. C'est à elle que le PAM a confié ce volet.

#### **Le PAM**

Il est le bailleur de fonds du cash transfer à Loga, et en tant que tel, il est présent lors des différentes distributions d'argent à travers des missions de supervision.

#### **Les comités villageois et de quartiers**

Ils ont eu à mener le ciblage et à dresser des listes sur lesquelles Capital finance s'est appuyée pour distribuer l'argent. Pour cette raison, la présence des membres de ces comités pendant les opérations de distributions revêt une signification importante, à savoir témoigner que les personnes à qui l'on remet l'argent sont bien celles qui ont été sélectionnées.

#### **Les chefs de villages et de quartiers**

Ils sont aussi appelés à témoigner lorsqu'il y a un doute sur l'identité d'un bénéficiaire. Cela arrive par exemple lorsqu'un bénéficiaire est absent et qu'il se fait représenter par un membre de la famille.

#### **Les agents de forces de défense et de sécurité**

Ils sont chargés de veiller sur la sécurisation des opérations de distributions. Pour chaque centre de distribution et au cours de chaque distribution (juin, juillet, août

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

et septembre) une équipe composée d'un agent de la gendarmerie et d'un agent de la garde nationale était présente.

### **Les centres et équipes de distributions**

A Loga, dans le cadre des distributions d'argent, il a été créé dix centres. Cinq équipes étaient chargées de conduire les distributions au niveau de ces centres. Chaque équipe se structure comme suit : deux agents de Capital finance, deux représentants de l'ONG « kaydia » et deux agents des forces de défense et de sécurité. Lors de chaque opération de distribution (il y a en eu 4), chacune des cinq équipes a eu la charge de conduire les distributions au niveau de deux centres. La durée des distributions au niveau d'un centre est de trois jours pour chaque tranche.

### ***Les sommes distribuées***

Il y a eu quatre distributions. Celles-ci se sont déroulées aux mois de juin, juillet, août et septembre. Pour chaque distribution, la somme d'argent partagée est de 140.705.500 FCFA pour 30.177 bénéficiaires sur l'ensemble de la commune. Pour chaque bénéficiaire, le montant initial prévu était de 32.500 FCFA. Cette somme correspond à un ménage de sept personnes qui est la taille moyenne d'un ménage au Niger<sup>9</sup>. Mais suite à des réajustements effectués par le partenaire (PAM), les sommes qui ont été distribuées ont varié selon la taille des ménages, sur la base de 4.600 par personne. Ainsi par exemple, pour les ménages dont la taille est de cinq membres, le montant d'argent distribué est de 23.200 FCFA. Pour ceux qui disposent de sept membres, la somme d'argent perçue est 32.500 FCFA. Et pour les ménages qui totalisent neuf membres, le montant distribué est de 41.780 FCFA, etc.

### ***Les faiblesses observées dans le processus***

Sur l'ensemble du processus, c'est-à-dire de l'identification des personnes vulnérables à la distribution des cartes, en passant par la mise en place des comités villageois de ciblage, la définition des critères de vulnérabilités et la sélection des bénéficiaires, des insuffisances notables ont été constatées. Nous aborderons pèle mèle quelques grandes faiblesses qui ont été relevées ça et là et qui sont la base des très nombreux jugements négatifs vis-à-vis du dispositif du cash transfer dans cette commune.

*L'absence d'une définition claire dans la notion de vulnérabilité* : la notion de vulnérabilité a souffert d'une insuffisance dans la définition. Cette situation a eu

---

<sup>9</sup> Cf. données l'Institut National de la Statistique (INS) sur le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H)

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

pour conséquences d'engendrer souvent des difficultés dans l'élaboration des critères et la sélection des bénéficiaires.

*Des entretiens en focus group mal organisés ou organisés souvent dans la précipitation :* l'organisation des focus group dans les quartiers et villages auxquels on administre le questionnaire doit permettre d'obtenir des informations sur les conditions socio-économiques des villages. Pour une large part, c'est ce préalable qui conditionne la réussite du reste du processus. Mais force est de constater que le temps qui a été consacré à cette étape cruciale du processus du ciblage n'a pas toujours suffi pour obtenir de bons résultats.

*Le non respect des normes portant mise en place des comités de ciblage :* parmi la gamme des normes édictées qui devaient régir les comités de ciblage, il a été dit que les chefs traditionnels sont exclus de la composition des comités. Mais dans la réalité, les chefs ont bel et bien siégé dans ces structures. Tant au niveau des quartiers que dans les villages.

*Une insuffisance dans le temps de travail qui a été imparti aux comités :* l'identification et la sélection des ménages vulnérables conditionne la crédibilité des distributions. Ce travail repose sur les épaules des comités villageois de ciblage qui doivent disposer d'un temps suffisamment raisonnable pour mener cette activité. Mais dans la pratique, l'on a constaté que le temps prévu pour la réalisation ne permettait pas de conduire le travail comme il fallait.

*Une non prise en compte de la taille réelle des ménages :* les sommes d'argent perçues par les bénéficiaires sont proportionnelles à la taille des ménages. Mais dans de très nombreux cas, le ciblage n'a pas pris en compte la taille des ménages dans la mesure où certains comités ont fait souvent à leur tête. Ceci justifie parfois l'écart ou les écarts existant entre le nombre de membres inscrits sur les cartes et le nombre de membres dont dispose réellement les ménages. Une situation qui n'a pas manqué de pénaliser certains bénéficiaires.

*Des personnes nanties bénéficiaires et des personnes vulnérables non touchées :* les opérations de ciblage ont connu pas mal d'irrégularités. Ainsi, il y a eu de nombreux cas où des personnes vulnérables ont été omises et des personnes pas forcément vulnérables ciblées. Par exemple, des chefs de villages et des membres des comités ont été sélectionnés. Nos entretiens font état de très nombreuses critiques sur le ciblage.

*Des populations des hameaux marginalisées :* les populations des hameaux n'ont pas toujours été prises en compte dans le ciblage. L'oubli ou la non prise en compte des habitants des hameaux dans le ciblage a occasionné des cas des conflits qui ont abouti à des scissions.

*L'absence de comité de plainte :* l'absence d'un tel comité auquel les bénéficiaires peuvent s'adresser en cas de problèmes a été l'une des faiblesses majeures que beaucoup d'interlocuteur ont mentionné dans le fonctionnement du dispositif du cash tranfer à Loga. En omettant volontairement ou par oubli de mettre en place

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

(même pour la forme) ce maillon important du dispositif, les opérateurs du cash transfer à Loga ont laissé la voie libre à toutes les critiques.

## Les utilisations de l'argent du cash transfer

L'argent du cash transfer a été utilisé à de multiples fins. Celles-ci varient de la satisfaction des besoins alimentaires et vestimentaires des ménages à la prise en charge des soins de santé, au paiement de dettes ou de frais de transport, au paiement de dot et d'impôt, etc. Certaines de ces formes d'utilisation de l'argent du cash s'expriment sous formes de mutualisations ou de redistributions d'une partie des sommes perçues. On abordera successivement ces divers types d'utilisation de l'argent.

### *L'achat des vivres*

L'achat des vivres a porté sur plusieurs types de céréales. Il s'agit en particulier du mil, du sorgho, du maïs et du riz. Il existe plusieurs endroits où les populations s'approvisionnaient en vivres. Il y a le magasin de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN), les banques céréalières (BC) et les commerçants locaux. Au niveau du magasin de l'OPVN, c'est la vente à prix modéré qui est pratiquée. Le sac se vendait beaucoup moins cher, à 13.000 FCFA. Mais les stocks y sont en général limités.

Les bénéficiaires se ravitaillent aussi au niveau des BC villageoises ou auprès des commerçants. Au niveau des BC villageoises, la vente ne s'effectue pas en termes sacs, mais en unité de mesure locale ou « tia ». Selon le quartier ou le village, on ne vend pas plus de cinq « tia » par personne et par jour. Chez les commerçants, les prix sont plus élevés. En effet, le sac de 100 kg de mil se vendait à 25.000 FCFA.

### *Le paiement de frais de transport*

L'argent reçu a aussi été utilisé pour le paiement des frais de transport. Il s'agit en particulier de faire face aux frais de transport d'un membre de la famille qui part en exode. C'est le cas de cette bénéficiaire, habitante du quartier Loga Tombo, qui explique que, sans l'argent du cash, son fils n'aurait pas les moyens de payer son transport :

« Sans cet argent il n'y avait vraiment pas de possibilité pour que mon fils puisse effectuer son voyage au Nigéria. Heureusement j'ai reçu cet argent. Et c'est dans ça que je lui ai payé son transport. Il part chaque année à Lagos où il reste quelques mois et il revient pour l'hivernage. Au retour, il m'habille et il habille aussi ses frères et sœurs». (A.A. bénéficiaire du cash transfert, quartier Wanzamkoira, Loga)

### ***La prise en charge des soins de santé***

Dans nos entretiens, il ressort de multiples utilisations de l'argent du cash pour faire face à des problèmes de santé.

« J'étais malade et je n'avais pas les moyens pour me soigner. Lorsque j'ai reçu cet argent je n'ai pas manqué de remercier les gens qui ont pensé à nous. Car c'est grâce à cet argent que j'ai pu payer des produits à la pharmacie pour me soigner » (Djama Siddo, Loga).

« J'ai des problèmes d'estomac dont je souffre beaucoup. Je vu des guérisseurs traditionnels pour ça qui m'ont donné des produits. J'ai payé plusieurs fois des produits à la pharmacie et ça me dérange toujours. On m'a dit de boire du lait et quand j'ai eu l'argent là j'ai payé des paquets de lait en poudre que je bois maintenant » (une bénéficiaire du village de Tcharanga).

« Je souffre d'une maladie de yeux. Je suis allé au centre de santé où m'a donné de produits. Dernièrement on m'a dit qu'il y a un guérisseur traditionnel dans un autre village qui sait soigner ma maladie. Je suis allé le voir et il m'a dit ce qu'il faut faire. Si j'ai pu faire tout ça c'est grâce à l'argent là que j'ai reçu ». (une bénéficiaire du quartier Loga wanzamkoira).

### ***Le paiement de dettes***

Dans certains cas, l'argent du cash transfer a servi à éponger des dettes. Les motifs de dettes sont variables. Il peut s'agir d'un prêt auprès d'un commerçant sous formes de vivres (mil, sorgho, riz). Tout comme les dettes peuvent être contractées en espèces pour la satisfaction de certains besoins ponctuels. Ainsi, une bénéficiaire du hameau de Baderdey a remboursé 25.000 FCFA de dettes à un commerçant contracté sous forme de vivres.

« Avec l'argent que j'ai reçu j'ai payé des vivres ce qui a permis aux enfants de cultiver le champ. Mais le plus important pour moi c'est qu'avant l'argent il y a un commerçant auprès de qui je prends des vivres à crédits. J'en ai pris jusqu'à 25.000 FCFA de dettes. Dès que j'ai reçu l'argent de la première tranche je suis allé le payer et c'est ça qui me fait plaisir ». (H.A, bénéficiaire du hameau de Baderdey).

Cette femme du quartier Fada 1 de Loga affirme aussi avoir payé des dettes dans l'argent.

« J'ai payé des vivres et j'ai payé aussi des dettes. Je ne me souviens plus de combien j'ai payé aux gens avec qui j'ai pris de l'argent ». (Une bénéficiaire du quartier Loga Fada 1).

### ***Le paiement de dot***

Pour les parents et en milieu rural en particulier marier son enfant est un devoir auquel doit faire face tout un chacun. C'est dans cette optique que l'argent du cash a été utilisé dans certains cas. Ainsi par exemple, une vieille femme de 70 ans du quartier Wanzamkoira de Loga bénéficiaire du cash transfer a épargné l'argent du

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

cash des 4 mois qu'elle a reçu pour payer la dot à son unique garçon encore célibataire. L'intéressée raconte :

« J'ai un fils qui est d'ailleurs le seul que j'ai. Il est célibataire, il n'est pas encore marié. C'est lui que je veux marier. J'ai mis l'argent de côté pour pouvoir le marier. C'est avec cet argent que je vais payer sa dot. Je suis obligé de le marier car c'est lui qui cultive pour me nourrir. S'il n'est pas marié je peur qu'il s'en aille me laisser ». (K.D, vielle femme du quartier Loga Wanzamkoira, bénéficiaire du cash transfer).

Pour éviter de toucher à l'argent du CT et l'utiliser à d'autres fins, elle ramasse des tiges de mil qu'elle vend au marché à 250 FCFA la botte.

### ***Le paiement d'impôt***

Dans le village de Foni Koira, l'argent de la quatrième tranche qui correspond à la période de maturité du mil a été utilisé pour payer l'intégralité de l'impôt du village. A ce sujet, voici le témoignage de deux personnes du village. Le premier est membre du comité de ciblage. Et le second, c'est sa femme qui est bénéficiaire.

« Les gens se sont entendus avec le chef du village pour décider de payer l'impôt. C'est ainsi qu'après une réunion du village chez le chef de village on a décidé d'utiliser l'argent du quatrième paiement pour payer l'impôt de tout le village ». (Andou Hassane, comité de ciblage du village de Fonikoira).

« L'impôt a été payé pour tout le village. Cela nous a beaucoup soulagé et c'est bien qu'on y a pensé ». (Daouda Abdou, Fonikoira).

### ***L'achat d'engrais***

L'achat de l'engrais a fait partie des pratiques de certains bénéficiaires du cash transfer.

« Dans ce village, il y a eu des gens qui ont payé des sacs d'engrais dans l'argent du cash pour mettre dans leurs champs ». (Le chef de village de Waly Koira).

« Quand ma femme a amené l'argent qu'on lui a donné, j'ai demandé aux enfants d'aller payer de l'engrais. Ils sont partis ils ont payé l'engrais et on a mis dans le champ ». (Moumouni Waly, village de Waly Koira).

### ***Les mutualisations***

On entend par mutualisations le fait que l'argent du cash soit récupéré intégralement ou en partie pour être redistribué à tout le monde, ou pour des dépenses collectives (paiement de l'impôt du village ou achat de vivres qui seront ensuite partagés à tous). Nous avons l'exemple de deux villages et un quartier de Loga : Fonikoira, Danbazi et Alfagey

### **Les mutualisations dans le village de Fonikoira**

Dans le village de Fonikoira, les mutualisations ont été intégrales et ont revêtu deux formes. La première forme a concerné chacune des trois premières tranches (juin, juillet et août) : l'argent a été réuni puis utilisé pour payer des vivres qui ont été partagés entre tous les ménages du village (bénéficiaires comme non bénéficiaires). Quant à la quatrième tranche de l'argent, elle a servi au paiement de l'impôt du village.

### **Les mutualisations dans le village de Danbazi**

Tout comme à Fonikoira, à Danbazi les mutualisations ont été aussi intégrales et ont concerné les quatre opérations de distributions de l'argent. Mais à la différence de Fonikoira, les sommes ont été mutualisées pour être redistribuées directement entre tous les ménages.

### **Les mutualisations dans le quartier Alfagey de Loga**

Sur ce site, les mutualisations n'ont pas été intégrales mais partielles. Elles se sont exprimées sous formes de cotisations ou de prélèvements effectués par les membres du comité de ciblage sur l'argent de la première tranche touché par chaque bénéficiaire. L'argent a été réuni par les membres du comité pour être partagé ensuite aux non bénéficiaires. A ce sujet, voila ce qu'en dit S.A, imam de la mosquée du quartier, et membre du comité de ciblage.

« Après la distribution, le comité a jugé utile de prélever 1000 FCFA sur la somme touchée par chaque bénéficiaire. Cet argent a été réuni puis distribué aux gens qui n'ont pas été sélectionnés et se plaignent dans le quartier. Mais ce prélèvement, nous ne l'avons fait qu'une seule fois. Il n'a pas concerné les autres tranches ». (S.A, imam du quartier Alfagey et membre du comité de ciblage du quartier).

Sur les raisons qui expliquent l'abandon de l'initiative, notre interlocuteur explique.

« Après les gens ont protesté et on l'a laissé tomber ».

Ce bénéficiaire attribue la faute aux membres du comité.

« Les membres du comité ont pris la décision seuls. Ils n'ont pas associé les bénéficiaires. Et c'est pour cette raison que ceux-ci ont protesté et ont refusé le prélèvements lors des autres tranches». (Une bénéficiaire du quartier Alfagey de Loga).

« Cette affaire des 1.000 FCFA ce sont les membres du comité qui ont décidé ça seuls. Ils ont prélevé 1.000 FCFA dans l'argent de chaque bénéficiaire lors du premier paiement. Ils avaient l'intention de poursuivre ça. Mais les gens ont dit qu'ils n'étaient pas d'accord. Et face à la colère que cela a provoqué dans le quartier, ils ont eu peur et ils ont laissé tomber. Voila les raisons qui ont fait que ça n'a pas continué». (Un habitant de Alfagey).



*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

D'où vient l'idée de mutualiser l'argent du cash ?

Au centre de la décision, il y a les chefs de quartiers, les chefs de villages mais aussi les membres des comités de ciblage. Ce sont eux qui émettent en général les premiers l'idée, mais le consentement des bénéficiaires est plus que nécessaire. L'exemple du quartier Alfagey dénombre la nécessité d'associer les principaux concernés si l'on veut réussir l'opération.

Quelle est la philosophie qui se cache derrière les mutualisations ?

La philosophie de base qui a sous-tendu les mutualisations dans ces trois villages repose l'idée d'entretenir l'entraide et la solidarité au sein de la communauté. Pour les chefs de villages et les membres des comités, il faut que tout le profite d'une manière ou d'une autre de l'argent du cash. Dans ce sens, le discours populaire ne dit-il pas d'ailleurs que *« lorsque vous acceptez de partager aujourd'hui avec quelqu'un ce que vous avez reçu, demain c'est à son tour de partager avec vous ce qu'il a reçu »*

Comment les mutualisations ont-elles été organisées et comment ont-elles profité à tous ?

Dans le village de Fonikoira, lorsque l'argent remis aux bénéficiaires (en général des femmes), celles-ci le remettent à leurs maris en présence des membres du comité villageois de ciblage. A leur tour, les maris remettent l'argent au chef de village qui le remet à son tour après l'avoir compté aux membres du comité villageois. Ces derniers sont chargés de se rendre à Loga pour l'achat des vivres. Les vivres sont transportés dans le village au moyen de charrettes. Le partage s'effectue devant la porte du chef de village où chaque ménage reçoit sa part.

A Danbazi, après chaque opération de distribution, l'argent est récupéré auprès des bénéficiaires par les membres du comité villageois de ciblage, qui le remettent à leur tour remet au chef de village. Le chef de village convoque une assemblée générale du village. Avant le partage qui s'effectue de manière équitable (chaque ménage reçoit le même montant), l'on remet d'abord 1000 FCFA à chaque bénéficiaire pour son repas de la journée.

Comment les mutualisations sont-elles perçues ou accueillies par les populations ?

Les mutualisations sont diversement appréciées. Du côté des chefs de villages, tout comme les membres des comités de ciblage, les appréciations sont en générale positives. Ils mettent en avant le souci de cohésion sociale et de solidarité entre les populations. Le représentant du chef de village et également membre du comité de ciblage de Fonikoira explique :

*« A chacune des trois premières opérations on a rassemblé l'argent et on a payé des sacs de céréales. La première fois on a payé 51 sacs, la deuxième 51 sacs aussi et la même chose pour la troisième fois. A chaque opération de distribution, on s'est rendu compte qu'à après l'achat et le partage des vivres chaque ménage arrive à se nourrir pendant 20 jours. Le fait de rassembler l'argent pour le partager ensuite*

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

entre les gens c'est vraiment une bonne chose car tous les ménages sont aux mêmes pieds d'égalité. Il n'y a pas quelqu'un qui reçoit l'argent du cash et quelqu'un d'autre qui n'en reçoit pas ». (Le représentant du chef de village de Fonikoira).

**Les appréciations faites par les non bénéficiaires abondent plus ou moins dans le même sens. Ce villageois de Fonikoira exprime son point de vue :**

« Je n'ai pas été sélectionné et je ne sais pas pourquoi. J'ai même demandé et on m'a dit que ça ne concerne pas des gens comme moi. C'est tout ce qu'on m'a donné comme réponse. Mais ici dans notre village il n'y a pas eu de différence entre celui qui a bénéficié et qui a eu la carte et celui qui n'a pas eu la carte. Car avec le chef de village et les gens qui sont dans le comité, ils ont demandé de rassembler l'argent. L'argent a été rassemblé et on a payé des vivres qui ont été distribués à tout le monde. Chaque a eu sa part de vivres. Et la dernière fois on nous dit qu'on a utilisé l'argent pour payer l'impôt du village. C'est vraiment une très bonne chose ça. Cela permet de faire en sorte de garder la cohésion entre les populations dans le village ». (Un villageois de Fonikoira).

Du côté des personnes sélectionnées, les jugements portés sur les mutualisations varient d'un bénéficiaire à l'autre. Pour cette vieille femme de Danbazi, bénéficiaire du cash transfert, le jugement est plutôt positif et pointe du doigt la nécessité de pencher à son prochain pour qu'il puisse penser à son tour à vous lorsque ça sera son tour.

« C'est une bonne chose de partager l'argent entre tout le monde. C'est une bonne chose car aujourd'hui si c'est toi qui en bénéficies demain c'est peut être ton voisin ou ta voisine. Donc s'il se trouve que vous lui aviez donné, lui aussi va penser à toi lorsque ça sera son tour. Voilà pourquoi je pense moi que c'était une bonne chose l'idée du chef de village qui a demandé qu'on partage l'argent pour que chacun ait un peu dans le village ». (une femme de Danbazi).

**Mais d'autres interlocuteurs sont hostiles à cette pratique:**

« C'est mon épouse qui en a bénéficié. On a récupéré l'argent auprès de toutes les femmes pour le redistribuer ensuite dans le village. On dit que c'est le chef de village qui l'a décidé. On a remis à chaque femme seulement 1.000 FCFA. Le reste de l'argent a été rassemblé et partagé après. On a dit que c'est pour que chacun ait un peu. Moi je trouve que ce n'est pas bien. On devrait laisser aux gens leurs argent et à chacun de décider de donner à qui il veut ». (Un vieil homme de Danbazi).

### **Les redistributions**

A la différence des mutualisations qui ont revêtu un caractère collectif et peu étendu, les redistributions ont quant à elles été individuelles et pratiquées à des échelles plus larges. Les redistributions d'argent relèvent de l'initiative des seuls bénéficiaires. Elles ont été pratiquées à tous les niveaux, dans les quartiers comme dans les villages et ont concerné des sommes d'argent assez variées. Les montants redistribués varient en fonction des bénéficiaires et tiennent compte des rapports que les bénéficiaires entretiennent avec les non bénéficiaires (rapports de parenté, d'amitié, de voisinage, etc.). Dans des cas non moins significatifs, les redistributions n'ont pas été faites en espèces mais en nature et ont porté sur

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS*

l'achat de savon ou de condiments (sel, piments, etc.) qui sont ensuite partagés avec les voisins.

Dans les quartiers et villages enquêtés, les nombreux témoignages illustrent de l'importance de la pratique des redistributions. A Baderdey, un hameau situé à environ 3 km de Loga, les deux seules femmes qui ont bénéficié du cash transfer nous ont fait part de leurs pratiques.

La première femme :

« Quand j'ai reçu l'argent de la première distribution, j'ai prélevé 5.000 F dedans que j'ai distribué à mes voisines. A trois d'entre elles j'ai donné à chacune 1.000 F. C'est ça qui fait 3.000 F. Puis à quatre autres voisines j'ai donné à chacune 500 F. C'est ça qui fait 2.000 F. Toujours dans l'argent de la première tranche, j'ai donné aussi 500 F à quatre autres voisines. A chacune j'en ai donné 500 F ». (La première femme bénéficiaire du hameau de Baderdey).

La seconde femme :

« Dans l'argent qu'on m'a remis j'ai distribué 10.000 F à mes voisines. Elles sont 5. Je n'ai pas partagé ça moi-même. J'ai remis la somme à une d'entre elles qui est la plus âgée. A elle j'ai remis l'argent et je lui ai demandé de partager avec les autres. C'est ce qu'elle a fait car chacune est venue jusqu'ci chez moi pour me remercier ». (La deuxième femme bénéficiaire du hameau de Baderdey).

Dans le quartier Wanzamkoira de Loga, deux coépouses veuves bénéficiaires chacune de l'argent du cash se sont également exprimées.

La première veuve,

« J'ai reçu l'argent quatre fois. Je ne me souviens pas combien j'ai touché au total. Mais dans l'argent que j'ai reçu je me rappelle que j'ai donné une fois 25.000 F à mes trois fils. Puis une autre fois j'ai donné 10.000 F à l'un de mes fils qui est a deux femmes. Ensuite une fois j'ai donné 5.000 F à un autre de mes fils qui est monogame. Puis j'ai donné 10.000 F à un autre de mes fils célibataire pour qu'il paie son transport pour le Nigéria. Puis j'ai donné 500 F à ma fille pour ses petits besoins. Après j'ai donné 100 F par ci et 200 F par là à mes belles filles qui me demandent de l'argent le jour du marché pour payer des condiments ». (A.A, veuve bénéficiaire du cash transfert quartier Wanzamkoira).

La seconde veuve,

« Dans l'argent j'ai beaucoup distribué. Une fois j'ai donné 20.000 F à son fils. A mon petit fils j'ai donné 5.000 F. A chacune de ses quatre filles j'ai donné 1000 F. Je ne me souviens plus de ce que j'ai donné à mes voisines pour payer du savon ou du sel. A part ça je n'ai pas distribué encore. J'ai rassemblé l'intégralité des montants des troisième et quatrième distributions que j'ai remis à mon fils pour qu'il fasse

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

préparer son véhicule. Car c'est avec ça qu'il fait du transport pour nous nourrir». (G.A, veuve bénéficiaire du cash transfer quartier Wanzamkoira).

Les exemples sont évitement très nombreux et nous pouvons encore les multiplier.

Du côté de cette vieille femme, habitante du quartier Loga Tombo :

« On a utilisé l'argent pour payer des vivres. Mais on s'est aussi soigné dedans car quand les enfants ont eu le paludisme on les a amené au dispensaire pour les soigner. Tout ça c'était dans l'argent. Mais dans l'argent on a également distribué 500 et 1.000 F par ci par là aux voisins. C'est comme ça qu'on a aidé tout ceux qu'on pouvait aider dans l'argent ». (K.H, habitante du quartier Loga Tombo, bénéficiaire du cash transfert).

Idem pour cette autre habitante du quartier voisin Fada 1 de Loga :

« Lorsque Dieu vous donne quelque chose vous devez partager avec les autres. C'est Dieu qui m'a donné cet argent et je lui rends grâce en partageant une partie avec les voisins qui n'ont pas eu ». (Une habitante de Fada 1).

## Les effets induits par les distributions de l'argent du cash dans les villages

Les distributions de l'argent du cash ont induits de nombreux effets dans les villages. Certains effets sont plus attendus que d'autres, plus souhaités que d'autres, particulièrement de la part des bailleurs de fonds qui ont financé les opérations à hauteur des dizaines voire de centaines de millions de francs<sup>10</sup>.

### *La dotation des paysans en vivres*

Les périodes choisies (juin, juillet, août et septembre) pour effectuer les distributions de l'argent dans les villages correspondent aux périodes difficiles pendant lesquelles les paysans ont épuisé ou presque leurs réserves de vivres et ont besoin de la nourriture pour s'adonner aux travaux champêtres. Par rapport à la dotation en vivres qui est l'un des premiers objectifs visés à travers les distributions de l'argent du cash, on peut affirmer qu'il a été atteint. Des discours variés montrent que l'argent du cash a servi à payer d'abord des vivres.

« Quand j'ai touché l'argent, je suis allée payer du maïs. J'ai eu pendant la première distribution 23.200 F. J'ai ajouté à ça 3.000 F pour payer un sac de maïs auprès d'un commerçant qui s'appelle Idé ». (Z.M, quartier Fada 1).

« Avec l'argent on a payé des vivres. Pour aller toucher l'argent, c'est la maman qui part car c'est elle qu'on a sélectionné et qui a reçu la carte. Après elle me remet l'argent pour que j'aie payer du mil ou du maïs. Au total sur l'ensemble des distributions on a payé 5 sacs ». (H.D, habitant du village de Waly Koira).

### *La fixation des populations pour les travaux champêtres*

Entre autres objectifs, l'argent du cash vise à fixer les populations, à les maintenir dans les villages afin qu'elles puissent s'adonner aux travaux champêtres. A Loga, cet objectif semble visiblement être atteint. Les entretiens réalisés dans les villages regorgent de multiples exemples d'impacts positifs que l'argent du cash transfert a eu dans la fixation des populations. Ces entretiens ont eu lieu avec les bénéficiaires et non bénéficiaires.

« Loga est connue pour être une zone de migration où habituellement à cause des difficultés les gens n'ont jamais finis de cultiver totalement leurs champs. Mais cette année grâce au cash transfert les populations ne sont pas parties. Le cash transfert a permis de les fixer ». (agent départemental du plan de Loga).

---

<sup>10</sup> Plus de cinq cent millions de francs CFA pour la commune de Loga durant les mois de juin, juillet, août et septembre 2012

*LES TRANSFERTS MONÉTAIRES AU NIGER :  
LA MANNE ET LES SOUPÇONS.*

« Les distributions faites pendant les mois de juin, juillet, août et septembre ont permis de sauver beaucoup de familles. Sans ces distributions, beaucoup de familles n'allaient pas cultiver car les gens allaient partir. Les distributions ont donc permis de fixer les jeunes qui sont restés pour travailler les champs » (le chef de quartier Wanzamkoira).

« Sans cet argent, il y aura beaucoup qui ne pourront pas cultiver. Dans les années passées, beaucoup de personnes passent le temps à travailler dans les champs des autres (salarier agricole). Pour cette raison, ils passent peu de temps dans leurs propres champs et après ils ne récoltent pas grand-chose. Mais cette année avec l'argent qu'on a donné ils sont restés travailler dans leurs champs ». (Le chef de quartier de Loga Tombo).

L'interlocuteur qui suit pratique le salariat agricole.

« Je ne sais pas comment remercier les gens qui nous ont aidé. Chaque année pendant l'hivernage je suis obligé d'aller travailler dans les champs de ceux qui ont les moyens avant de pouvoir travailler mon champ. Mais cette année grâce à l'argent que mon épouse a reçu je suis resté travailler mon champ ». (Un habitant du village de Waly koira).

### ***La fréquentation des classes par les élèves***

En quittant les villages à cause de la crise alimentaire certains parents partent aussi avec leurs enfants. Ce qui accentue la déperdition scolaire. La plupart des enfants quittent avec les parents ne reviennent plus en classes.

« L'argent du cash a contribué à maintenir les parents dans le village. On peut dire que c'est ça qui a permis aux parents de ne pas quitter avec les enfants. Chaque année, nous avons constaté que dès le mois de juin ou même avant certains parents avant même la fermeture des classes quittent et partent avec les enfants parce qu'ils n'ont rien à manger. Mais cette année avec l'argent du cash ils ne sont pas partis et les enfants sont là entraînés de fréquenter les classes ». (Extrait d'entretien avec le directeur de l'école Waly Koira et ses collègues).

Par rapport à l'impact du cash sur la fréquentation des élèves à l'école, le chef du village ajoute :

« Les bienfaits de l'argent qu'on a reçu sont multiples. A part l'achat des vivres dont je vous ai fait cas, il y a aussi que l'argent a permis aux parents de rester dans le village. Sans cet argent beaucoup allaient partir et en partant ils vont avec les enfants qui fréquentent souvent l'école ». (Le chef de village).

### ***Le fonctionnement des banques céréalières (BC)***

Le bon fonctionnement des BC dans les villages est fortement lié à leur capacité de disposer des stocks mais aussi au pouvoir d'achat des populations. Les BC ont fonctionné normalement pendant le cash transfer. Selon ce responsable de la BC de Danbazi, « tous le stock de vivres de mil, sorgho et maïs dont nous disposions dans le magasin pendant cette période a été vendu et maintenant nous sommes en train de procéder à la constitution des stocks dans l'attente la prochaine période de soudure ». (Village de Danbazi, février 2013).

### ***Le commerce local***

Dans les villages, les distributions de l'argent ont contribué de manière significative à la hausse des recettes chez les commerçants.

« Les jours des distributions il y a l'argent qui circule partout. Tous les commerçants en profitent. Certains bénéficiaires dès qu'ils touchent l'argent ils viennent vers nous pour des produits comme le sucre, du lait, du savon, du sel, du piment et autres condiments pour la sauce. Certains payent même les dettes qu'ils ont contractées avec les commerçants ».

« Le cash transfert a profité à toute la population. Nous aussi les commerçants nous avons tiré notre épingle du jeu. En effet, en période qui n'est pas celle du cash, je ne fais que des ventes en détail pour le mil et le sorgho sauf le jour du marché. Mais avec le cash les jours des distributions surtout je peux vendre dix sacs de céréales en moyenne ». (Gnandou Soumana, commerçant de céréales à Loga).

Mais les distributions gratuites d'argent dans les villages organisées par les bailleurs de fonds à l'intention des populations vulnérables n'ont pas produit que des impacts souhaités. En effet, elles ont été aussi à l'origine de multiples types de conflits ayant souvent opposés entre eux autour du partage de l'argent les habitants dans les villages. Deux cas de conflits seront ici abordés. Des conflits au sein des ménages et des conflits entre les habitants dans un quartier ou un village.

### ***Les conflits au sein des ménages***

Les conflits qui ont été relevés au sein des ménages sont de deux types : les conflits entre des époux et les conflits entre des coépouses.

#### **Les conflits entre époux**

A Loga, des conflits ont parfois éclaté entre maris et femmes par rapport à l'utilisation de l'argent. Les femmes sont les bénéficiaires des distributions. Dans certains cas, malgré les recommandations faites lors des assemblées villageoises de ciblage pour qu'elles remettent l'argent aux maris, elles ont refusé de leur remettre l'argent, préférant l'achat d'animaux à celui des vivres. Quelques cas de conflits ayant opposés des maris à leurs femmes par rapport à l'utilisation de l'argent, et



qui se soldés parfois par des violences physiques sur la femme par le mari, nous ont été rapporté dans les discours.

### **Les conflits entre coépouses**

Les conflits de ce genre surviennent lorsque la coépouse qui est bénéficiaire du cash refuse de partager l'argent avec l'autre ou les autres. Les cas sont multiples où, au sein d'un même ménage l'une des épouses d'un homme est bénéficiaire et sa coépouse non.

Compte tenu du fait que les conflits de ce type touchent directement à l'intimité des couples et des ménages, il ne nous a pas été possible de documenter des cas avec les principaux concernés.

### ***Les conflits entre les habitants d'un quartier ou un village***

Les distributions d'argent ont parfois occasionnés des conflits entre les habitants dans les quartiers ou les villages. Certains conflits se sont exportés sur la place publique. Deux cas de conflits seront ici abordés. Par l'ampleur qu'ils ont revêtue, ils ont provoqué des scissions ou tentatives de scissions des quartiers.

### **Le conflit du quartier Loga Alfagey**

Le quartier Algagey a une partie de ses administrés à Baderdey. Ces derniers ont toujours payé l'impôt au chef de quartier Alfagey de Loga. Lors du ciblage des bénéficiaires du cash transfer, sur les 35 personnes qui ont été sélectionnés au titre du quartier, deux seulement (toutes deux des femmes) sont du hameau Baderdey. Cette situation n'a pas plu aux habitants du hameau, qui n'ont pas manqué d'exprimer ouvertement leur mécontentement auprès du chef de quartier et auprès des autorités communales. On accuse le chef d'être à l'origine de la situation. Toutes les tentatives de la part de ce dernier visant à prouver son innocence furent vaines. Car du côté des contestataires, le chef ne peut ignorer ce qui s'est passé pour deux raisons. D'une part, il est le chef de quartier et d'autre part, il fait partie du comité qui a mené le ciblage.

Depuis le déclenchement de cette affaire, rien ne va plus donc comme avant entre le chef de quartier Alfagey et ses anciens administrés du hameau. D'ailleurs, ces derniers revendiquent haut et fort et à qui veut l'entendre qu'ils ne font plus partie du quartier. Ils ont décidé de leur auto-exclusion et s'inscrivent désormais dans la rupture avec le quartier auquel ils étaient rattachés jusque là. Depuis peu, ils ont décidé de ne plus verser l'impôt auprès du chef de quartier, mais de le faire directement à la mairie. Pour exprimer d'avantage leur mécontentement, ils ont introduit tout dernièrement auprès de la mairie, avec ampliation au préfet, une demande de création de leur propre quartier doté de son propre chef.



La mairie a remis un récépissé aux intéressés qui ont sur cette base désigné un des leurs comme chef.

### **Le conflit du quartier Loga Tombo**

C'est le plus grand quartier de Loga. Le quartier compte aussi des administrés dans plusieurs hameaux, comme par exemple Kotchiré, Batchirtombo, Kobi, Tondobanda, etc. Les distributions d'argent ont dans ce quartier aussi engendré entre le comité et les habitants de multiples formes de contestations. Mais les contestations ont pris des tournures plus importantes se traduisant notamment par des manifestations chez le chef de quartier.

La liste des bénéficiaires a fait l'objet de beaucoup de contestations. Des contestations dans lesquelles les membres du comité de ciblage ont été fortement impliqués ou mis en cause. En effet, on les accuse de n'avoir pas été objectifs dans le ciblage. On leur reproche de n'avoir ciblé que des personnes proches d'eux. Face la pression exercée par les habitants du quartier sur les membres du comité de ciblage, ces derniers ont opéré des réajustements dans les listes. Mais ces réajustements vont provoquer d'autres mécontents. En effet, les bénéficiaires qui figuraient sur les premières listes et qui n'ont pas retrouvé leurs noms suite aux réajustements se sont sentis victimes de tricherie. Ainsi, aux mécontentements déjà exprimés par d'autres remettant en cause la fiabilité du premier ciblage, sont venus s'ajouter de nouveaux mécontentements découlant des tentatives maladroitement de réajustements des listes opérées par le comité. Lors de cette opération, certains membres du comité sont accusés d'avoir inscrits leurs noms sur les listes. Finalement, sous la pression des habitants du quartier, les membres du comité incriminés ont été contraints de démissionner.

Dans ce quartier tout comme dans le premier, la mauvaise gestion qui a caractérisé le ciblage n'a pas manqué d'engendrer des scissions. En effet, le quartier Loga Tombo est aujourd'hui divisé en quatre quartiers. Chaque quartier dispose d'un chef qui collecte l'impôt et effectue le versement à la mairie. Outre l'ancien quartier qui garde le même nom (Loga Tombo), les trois nouveaux quartiers qui viennent de voir le jour sont Loga Maïfada Windi, Loga Guédi Moumouni Windi et Loga Illou Abdou Windi. Pour obtenir la reconnaissance, ils ont introduit une demande auprès la mairie. Dans ces trois nouveaux cas, les chefs des quartiers désignés par les habitants sont aussi autorisés par la mairie à collecter l'impôt

## Sémiologie populaire et perceptions locales autour du cash

Le domaine du cash transfer regorge d'une multitude de mots et expressions locales qui renvoient aux représentations que les populations se font des opérations de transferts monétaires, et témoignent de la richesse du vocabulaire local qui lui-même est le signe d'une certaine forme d'appropriation.

« *Annasara nooru* » : en zarma « *Annasara* » veut dire le Blanc et « *nooru* » signifie argent. Mais dans les villages, le mot « *Annasara* » ne renvoie pas seulement aux Blancs. En effet, il inclue aussi souvent les agents de l'Etat, des projets et des autres organisations, parce que ce sont eux qui amènent « l'argent des Blancs » au village.

« *Nooru yeyno* » signifie l'argent « frais ». L'argent « frais » fait allusion ici au fait qu'on l'a reçu sans fournir d'efforts. L'argent « frais » en zarma s'oppose donc à l'argent « chaud » ou « *sunguey nooru* », qui est « l'argent de la sueur », comme celui du cash for work, où les populations doivent travailler dans la récupération des terres pour être payées.

« *Nooru kan sa kambe ton* » veut dire l'argent qui « ne brule pas la main ». parce que l'on peut le dépenser comme on veut. Certains disent « on n'a pas fourni d'efforts pour l'avoir, on est ici et il (l'argent) est venu nous trouver. C'est l'argent de Dieu ». C'est « *Irkay noyon nooru* », qui veut dire l'argent que Dieu vous a donné.

« *Sargey nooru* » qui veut dire l'argent de l' « aumône ». L'aumône est ce que le pauvre reçoit des personnes charitables et fait référence à l'idée de pitié et de compassion envers les pauvres. « Ceux qui nous ont donné cet argent », disait un bénéficiaire, « ont pitié de nous », « ils ont pitié des pauvres que nous sommes ».

« *Gakassiney nooru* » ou l'argent « de l'aide aux pauvres ».

« *Porze nooru* » : les « porze » (« projets » de développement) par opposition à « gomnanti » (l'Etat) sont ceux qui ont de l'argent et qui le distribuent dans les villages.

Une expression employée localement résume l'un des impacts positifs :

« *haran, ir mana zoobu furu* », littéralement « cette année nous n'avons pas abandonné la culture ».

Certains autres mots ou expressions locales ont servi dans la définition des critères de vulnérabilité. C'est ainsi qu'on a employé des mots comme « *alfukaru* », « *gazante* », « *talaka* », « *talka bi tik tik* », « *hina ben* », « *hina ben koto koto* ». A des degrés divers, ces mots désignent tous des personnes pauvres ou vulnérables.

## Conclusion

Le dispositif du cash repose sur le ciblage. Le ciblage des bénéficiaires s'est appuyé sur la création de comités chargés de l'identification et la sélection des personnes vulnérables. L'identification des bénéficiaires s'est référée aux critères de vulnérabilité qui ont été élaborés lors des assemblées générales villageoises tenues dans tous les quartiers de la ville et dans tous les villages administratifs.

La pertinence du dispositif du cash transfer tel qu'il a été conçu au départ a été fortement atténuée d'une part par l'absence d'une définition consensuelle claire et précise de la notion de vulnérabilité, et d'autre part par l'incapacité à pouvoir cordonner et superviser efficacement les actions des différents comités qui ont été mis en place.

Les distributions d'argent ont eu lieu dans plusieurs centres de regroupements et se sont déroulées en quatre tranches (juin, juillet, août et septembre). Les montants distribués étaient identiques pour les trois premières tranches et différente pour la dernière tranche. L'argent du cash a été utilisé à de multiples fins. Les usages les plus variés ont été relevés. Ils concernent principalement l'achat de vivres, et accessoirement d'autres types d'achats comme le paiement de frais de transport, la prise en charge de soins de santé, le paiement de dettes, d'impôt et de dot, etc.

L'argent du cash a été l'objet de multiples formes de redistributions. Les redistributions ont été faites directement par les bénéficiaires à travers le partage des petits montants aux non bénéficiaires. Ce type de redistribution tient beaucoup compte des rapports (de parenté, d'amitié, de voisinage, etc.) entre celui ou celle qui redistribue et ceux qui reçoivent. Mais les redistributions de l'argent du cash ont pris aussi des formes de mutualisations, partielles ou intégrales.

En termes d'impacts, les distributions ont permis l'accès aux vivres des populations, la fixation des populations pour les travaux champêtres, un fonctionnement amélioré des banques céréalières et du commerce local. En revanche, des formes d'impacts négatifs ont été enregistrées sur les rapports sociaux dans les villages

*Ce rapport est issu de la recherche qualitative sur « Les dispositifs de transferts monétaires au Niger et leurs effets locaux, » financée par l'Ambassade de France, Concern Worldwide et ASB.*

Le LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local) est un centre de recherche en sciences sociales implanté au Niger et au Bénin), dont les principaux axes de travail portent sur la délivrance des services publics, la mise en œuvre des politiques publiques et les interactions avec les usagers (santé, hydraulique, pastoralisme, éducation, justice, etc.), les pouvoirs locaux et la décentralisation, et l'intervention des institutions de développement. Le LASDEL recourt à des méthodes qualitatives fondées sur les enquêtes de terrain approfondies. Il met à la disposition des chercheurs et doctorants son Centre de Documentation de Niamey. Il contribue à la formation de jeunes chercheurs, en particulier avec son Université d'été.

La collection « Etudes et Travaux du LASDEL » propose des rapports de recherche issus des travaux menés par le LASDEL. Ils sont disponibles en ligne ([www.lasdel.net](http://www.lasdel.net)) ou en vente à son secrétariat.

Derniers numéros parus :

n°109 «Le cash transfer à Olléléwa : de la fabrique des "vulnérables" à la gestion locale de l'aide, par Nana Issaley (2013)

n°108 «Les transferts monétaires au Niger : la manne et les soupçons. Synthèse des recherches menées par le LASDEL», par Jean-Pierre Olivier de Sardan (2013)

n°107N°107 «Les transferts monétaires dans la Commune de Roumbou (Dakoro) », par Issaka Oumarou (2013)

n°106N°106 «Le Cash Tranfer à Tébaram (Tahoua):Les perceptions ambivalentes autour d'une innovation importée», par Hamani Oumarou (2013)

**LABORATOIRE D'ÉTUDES ET RECHERCHES  
SUR LES DYNAMIQUES SOCIALES ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL**

BP 12 901, NIAMEY, NIGER – TÉL. (227) 20 72 37 80  
BP 1 383, PARAKOU, BÉNIN – TÉL. (229) 23 10 10 50

[WWW.LASDEL.NET](http://WWW.LASDEL.NET)